

Perspectives

N°22/030 – 25 janvier 2022

EUROPE – Et si, finalement, 2022 était une bonne année ?

Crise géopolitique majeure à la frontière est de l'Europe, montée de la pression en mer de Chine, cicatrices de la Covid-19 en termes d'inégalités et de pauvreté croissantes, d'inflation galopante, des minorités bruyantes refusant le pacte social du plus grand nombre. Avec l'effet de loupe de notre métier d'économistes, mandatés pour anticiper les risques et en estimer l'impact économique et financier, l'année semble commencer sous les pires auspices. Pourtant, en regardant de plus près ce que la crise a révélé, le paysage est bien moins noir et inspire une certaine confiance dans l'avenir. À condition que la sensation de la possibilité d'un autre mode de régulation ne soit pas qu'un feu de paille.

Des choix portés par les valeurs, et non par la valeur de marché

Ce que la crise a révélé, c'est une priorisation attendue depuis longtemps des *valeurs* sur la valeur marchande. Depuis des décennies, les rôles et les devoirs des gouvernements ont été de plus en plus formulés sur la base de mesures fondées sur la valeur de marché et de moins en moins sur les valeurs sociétales. Les décisions prises par les pouvoirs publics au plus fort de la crise ont en revanche été inspirées par la notion de valeur intrinsèque non monétaire de la vie, non pas par un arbitrage marginaliste et utilitariste entre les coûts et les bénéfices des mesures, dont certaines ont comporté des coûts économiques extrêmement importants souvent pour les citoyens qui en tiraient le moins de bénéfices. Ces choix publics, notamment dans les économies européennes, mais plus globalement dans les démocraties libérales, ont fait l'objet d'une adhésion sans faille (avec néanmoins une gradation selon les pays) des citoyens, une conformité dans les comportements attendus qui n'était possible que par la légitimité perçue de ces choix politiques et des autorités qui les menaient. Cette réaction est très différente de celle qu'on a pu observer dans certains États autocrates et qui correspond davantage au contrat hobbesien où l'acceptation de la limitation de leur liberté par les citoyens se fait en échange de la protection, parfois musclée, de l'État. Si, dans cette version contractualiste, il y a l'idée d'un échange garantissant la perpétuation du corps social, les sociétés occidentales ont vécu plus que l'application de ce contrat : la révélation d'une société mue par d'autres valeurs, celles de la solidarité, de la responsabilité et de l'empathie.

Ces valeurs ont guidé des choix qui finalement se sont révélés efficaces pour limiter la mortalité, mais aussi économiquement, avec notamment la supériorité évidente des dispositifs de chômage partiel. Ceux-ci ont permis de maintenir le lien avec l'emploi, limitant le retard dans l'ajustement de l'offre de main-d'œuvre, voire sa baisse plus permanente, qui complique la reprise en dehors de l'Europe continentale. Le choix de l'efficacité économique de court terme, qui aurait suggéré le maintien de la productivité par le sacrifice de l'emploi, n'a pas été retenu.

Renouveler le contrat social à la lumière des préférences révélées

Maintenant que le pire en termes de risque sur la vie des personnes paraît derrière nous, restent les conséquences de ces choix. En traitant ces conséquences, il ne faudra pas oublier les valeurs fondamentales qui ont orienté les réponses initiales à la crise, et il faudra rendre aux catégories de citoyens qui en ont le plus supporté les sacrifices (les jeunes, les plus pauvres, les femmes, les plus précaires) le juste soutien. Cela signifie que les valeurs de solidarité, d'équité, de réciprocité et d'empathie doivent se coupler à la logique marginaliste et utilitariste. Il ne s'agit pas que d'un référentiel des temps difficiles et exceptionnels.

Le contrat social, sur lequel sont fondées nos économies sociales de marché, nos démocraties libérales, est depuis longtemps soumis à de fortes pressions. Des tendances longues telles que le vieillissement des populations, la mondialisation et le changement technologique ont altéré le pacte intergénérationnel de redistribution d'une richesse qui croît moins vite et de préservation des ressources naturelles. La transition digitale et énergétique va ajouter de la pression sur ce contrat. Ces tendances nous obligent à une révision, à un recadrage, à une renégociation qui doivent prendre en compte le changement de circonstances. Une sorte de contrôle technique, longuement dû, qui sert à garantir la survie de ce contrat. Les préférences révélées en situation de stress par nos sociétés doivent guider ce recalage.

Notre modèle économique et social s'est montré compétitif dans la réponse à la crise, malgré les nombreuses failles qu'elle a révélées, notamment en termes de préparation au choc. Maintenant, la phase de reconstruction, de préparation à la résilience pour les prochaines crises doit être inspirée par ces valeurs qui ont garanti la cohésion de nos sociétés au pic de la crise. C'est ce que les citoyens demandent en échange de la garantie de la conformité de leur comportement. C'est ce qui permettra de rouvrir l'inclusion des minorités, de plus en plus nombreuses, qui se sont positionnées à la marge du pacte social du plus grand nombre. C'est une question de légitimité du pouvoir. C'est aussi une question d'attractivité de notre modèle face à des modèles alternatifs, autocratiques. Une société capable de création de valeur économique qui va de pair avec les valeurs non marchandes intrinsèques des individus qui en font partie.

Article publié le 21 janvier 2022 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
21/01/2022	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
21/01/2022	<u>Le recyclage des métaux indispensable à la transformation de l'économie</u>	Sectoriel
20/01/2022	<u>Afrique sub-saharienne – Une année 2022 riche en défis</u>	Afrique
20/01/2022	<u>Les champions français de l'ordinateur quantique</u>	Sectoriel
20/01/2022	<u>Italie – scénario 2021-2023 : garder le cap</u>	Italie
20/01/2022	<u>Fintech Outlook T4 et Bilan 2021 – La célébration !</u>	Fintech, banque
19/01/2022	<u>Brésil – L'optimisme (timidement)</u>	Amérique latine
18/01/2022	<u>Zone euro – Conjoncture flash : normalisation des revenus des ménages et de la profitabilité des entreprises au T3 2021</u>	Zone euro
17/01/2022	<u>Perspectives économiques 2022</u>	Monde
17/01/2022	<u>Zone euro – Scénario 2022-2023 : un scénario résilient au choc d'offre et à la Covid-19 endémique</u>	Zone euro
14/01/2022	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
13/01/2022	<u>Réindustrialisation ou comment sortir de la dépendance ?</u>	Monde
13/01/2022	<u>Israël – Un environnement porteur et une économie performante malgré la crise</u>	Afrique et Moyen-Orient
11/01/2022	<u>Pologne – Une nouvelle année qui sera encore marquée par l'inflation</u>	PECO
10/01/2022	<u>Espagne – Scénario 2021-2023 : nouvel an, nouvelles incertitudes</u>	Espagne
10/01/2022	<u>Royaume-Uni – Des révisions significatives du PIB par l'ONS nous conduisent à réajuster nos prévisions</u>	Royaume-Uni
07/01/2022	Monde - L'actualité de la semaine	Monde
07/01/2022	<u>Allemagne – Scénario 2021-2023 : les hivers se succèdent mais ne se ressemblent pas...</u>	Allemagne
07/01/2022	<u>Kazakhstan – Où l'on se souvient du rôle stratégique de l'Asie centrale...</u>	Asie centrale
06/01/2022	<u>France – Scénario 2021-2023 : malgré les incertitudes, la reprise se confirme</u>	France
05/01/2022	<u>Marché immobilier de bureaux : impacts à venir du développement du télétravail</u>	Sectoriel

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit – **Statistiques** : Robin Mourier, Alexis Mayer

Secrétariat de rédaction : Sophie Gaubert

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les **Études Économiques** et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.